

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANK OF CHINA LIMITED

Succursale – Montant de la dotation : 268.632.607,33 €
Adresse de la succursale en France : 23/25, avenue de la Grande Armée – 75016 Paris
322 284 696 R.C.S. Paris

Comptes annuels au 31 décembre 2025.

I. — Bilan actif.
(En milliers d'Euros)

Actif	Notes	N	N-1
		2025	2024
Caisse, banque centrales, C.C.P.	A1	1 429 937	866 290
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	A21	3 762 669	2 819 890
Opérations avec la clientèle	A31	3 264 857	4 853 227
Obligations et autres titres à revenu fixe	A41	1 559 843	1 045 349
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme	A51		
Parts dans les entreprises liées	A52		10
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Location simple			
Immobilisations incorporelles	A61	775	851
Immobilisations corporelles	A62	7 209	7 297
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Comptes de négociation et de règlement			
Autres actifs	A71	21 290	5 453
Comptes de régularisation	A72	74 730	45 158
Total de l'actif		10 121 311	9 643 526

Passif		N	N-1
		2025	2024
Banques centrales, C.C.P.			
Dettes envers les établissements de crédit	B11	3 024 201	2 561 459
Opérations avec la clientèle	B21	4 733 097	4 689 644
Dettes représentées par un titre	B25	1 625 311	1 758 780
Autres passifs	B31	21 319	15 439
Comptes de régularisation	B32	75 719	50 532
Comptes de négociation et de règlement			
Provisions	B41	44 650	74 938
Dettes subordonnées	B51	101 482	102 123
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	B61	1 601	1 601
Capitaux propres (hors FRBG)		493 933	389 009
Capital souscrit	B71	268 633	268 633
Primes d'émission			
Réserves			
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau	B72	120 377	72 653
Résultat de l'exercice		104 924	47 723
Total du passif		10 121 311	9 643 526

II. — Compte de résultat

(En milliers d'Euros)		N	N-1
		2025	2024
+ Intérêts et produits assimilés	6.1A	334 850	473 896
- Intérêts et charges assimilées	6.1B	257 500	374 828
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées			
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées			
+ Produits sur opérations de locations simples			
- Charges sur opérations de locations simples			
+ Revenus des titres à revenu variable	6.1C		9
+ Commissions (produits)	6.1D	4 591	5 406
- Commissions (charges)	6.1E	5 666	5 692
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	6.1F	11 380	33
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	6.1G	37 581	-10 570
+ Autres produits d'exploitation bancaire	6.1H	1 223	1 015
- Autres charges d'exploitation bancaire	6.1I	198	16 581
PRODUIT NET BANCAIRE		126 261	72 689
- Charges générales d'exploitation	6.1J	36 031	37 432
- Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	6.1K	1 058	1 227
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		89 172	34 030
+/- Coût du risque	6.1L	32 138	18 805
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		121 310	52 834
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-7 387	
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOT		113 922	52 834
+/- Résultat exceptionnel	6.1M	-34	-33
- Impôt sur les bénéfices	6.1N	8 964	5 079
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées			
RÉSULTAT NET		104 924	47 723

Hors-Bilan		N	N-1
		2025	2024
Engagements donnés :			
Engagement de financement	HB1	2 672 921	2 547 809
Engagement de garantie	HB2	657 889	797 399
Engagement sur titres	HB3		
Engagements reçus :			
Engagement de financement	HB4	850 000	850 000
Engagement de garantie	HB5	3 163 018	5 361 527
Engagement sur titres	HB6		

III. — Notes annexes aux états financiers au 31/12/2025.

1. – Présentation des états financiers.

Bank of China Ltd est un établissement de crédit de droit chinois, dont le siège social est situé à Beijing, 1 Fuxingmen Nei Dajie, Beijing 100818, Chine. La succursale française, Bank of China Paris, agréée le 29 novembre 1985, applique les dispositions réglementaires françaises en vigueur dont elle relève. L'établissement en France est localisé au 23-25 Avenue de la Grande Armée Paris 75116.

La présentation des états financiers de Bank of China (Paris Branch) est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 modifié relatif au plan comptable des établissements de crédit.

Première application du règlement ANC n°2023-03 qui a mis en cohérence le règlement ANC 2014-07 avec le règlement ANC N°2022-06 "Modernisation des états financiers".

La première application du règlement ANC n°2023-03 est constitutif d'un changement de méthode dont le principal effet est le suivant :

- Suppression de la technique du transfert de charges, ces opérations étant désormais comptabilisées dans les comptes appropriés selon leur nature.

L'application des nouvelles règles au cours de l'exercice n'a pas conduit à des changements significatifs par rapports aux méthodes antérieures.

Par ailleurs, il est rappelé que les établissements de crédit doivent se reporter aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général (qui a été modifié par le règlement n°2022-06), pour les opérations non visées par le règlement ANC n°2014-07.

2. – Description des principaux principes comptables et méthodes d'évaluation appliquées.

Conformément aux dispositions applicables aux établissements de crédit agréés en France, les comptes individuels de la succursale sont arrêtés au 31 décembre pour des exercices de 12 mois.

Règles générales :

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.1. Faits marquants de l'exercice. — En matière d'opérations sur titres, notre activité soutient notre gestion de la liquidité qui provient de restructuration de crédits bancaires. Fin 2025, pour ce qui concerne les encours du portefeuille obligataire, les évolutions baissières des taux de référence en euros ont permis d'afficher une réévaluation positive de la valeur de marché. A ce titre, nous avons effectué une reprise de dépréciation de 8,68 millions d'euros pour le portefeuille HQLA. Suite à la conversion en 2024 de notre créance bancaire en actions de la société ORPEA (renommée EMEIS), nous détenons une exposition valorisée selon les cours de marché. En 2025, les prix de marché ont progressé et ont permis de dégager une réévaluation latente de 28.9 M€ inscrite dans les comptes en « Gains et pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

Par ailleurs, l'exercice a été marqué par la finalisation de l'intégration de notre filiale « China Bridge » au travers d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP). Fortement impactée par la période pandémique, cette société n'était plus en mesure d'assurer le remboursement de sa dette bancaire. L'opération de fusion a permis de compenser la créance et la dette bancaire correspondante, pour un montant de 7,6 millions d'euros. Le crédit, précédemment classé en encours douteux, avait été intégralement provisionné ; la provision constituée a ainsi fait l'objet d'une reprise totale au cours de l'exercice.

En contrepartie, l'intégration de China Bridge a généré un mali de fusion de 7,39 millions d'euros, comptabilisé au compte de résultat dans la rubrique « pertes sur actifs immobilisés ».

2.2. Evènement post clôture. — Aucun événement postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact sur les comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2025 n'a été identifié.

Cependant, le contexte géopolitique (les tensions au Moyen-Orient, la politique via les droits de douane par l'administration américaine, la continuation de la guerre en Ukraine, la réémergence du risque inflationniste voir de stagflation etc.) a eu, et continue d'avoir un impact sur l'économie mondiale et sur l'activité de nombreux groupes internationaux. La banque monitore régulièrement (via des stress tests par exemple) l'impact que ces événements pourraient avoir sur la rentabilité de certains de nos clients et adapte sa stratégie en conséquence.

2.3. Les changements de méthode et de principe. — A partir du 1er janvier 2025 le règlement ANC n°2023-03 a mis en cohérence le règlement ANC 2014-07 avec le règlement dit de modernisation des états financiers ANC N°2022-06.

L'application des nouveaux règlements, en particulier ANC 2022-06 et 2023-03, et développés en

1. Présentation des états financiers constitue un changement de méthode comptable. L'impact sur les comptes est non significatif.

2.4. Immobilisations et amortissements. — Les immobilisations acquises sont comptabilisées à leur prix de revient et amorties selon le modèle linéaire sur leur durée d'utilisation. Ce barème a été modifié par le siège en 2024 :

Nature	Durée d'amortissement
Construction (ancienne et nouvelle)	40 ans
Agencement	10 ans
Mobilier	10 ans
Matériel informatique	5 à 6,5 ans
Matériel de transports	5 ans
Matériel de bureaux	5 à 6,5 ans

Les logiciels achetés sont amortis sur une durée de 5 ans. En revanche, le coût de développement des programmes informatiques conçus et utilisés par la banque figure en charges de l'exercice.

Les immeubles détenus à usage d'habitation du personnel expatrié sont évalués à leur coût historique et font l'objet d'un amortissement sur 40 ans. Une dépréciation est constatée, le cas échéant, si de manière individualisée leur valeur nette comptable reste supérieure à leur valeur de réalisation estimée à dire d'experts.

Le coût d'entrée des immobilisations est constitué du prix d'achat assorti des frais accessoires (droits de douanes, TVA non récupérable et frais de mise en service) complété des frais complémentaires (droits de mutations, honoraires, commissions, frais d'actes).

Les immobilisations sont présentées en valeur nette à l'actif aux postes « immobilisations incorporelles » et « immobilisations corporelles ». Les dotations aux amortissements sont présentées au compte de résultat dans le poste « dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles ».

2.5. Crédits à la clientèle et dépréciations. — En application du règlement ANC 2014-07, les principes comptables applicables aux provisions et dépréciations sont détaillés ci-après :

1. Portefeuille de crédits

Les crédits à la clientèle comprennent les crédits à l'exportation, les crédits de trésorerie, les crédits à l'équipement et les crédits à l'habitat. L'établissement participe également à des crédits syndiqués.

Ces crédits sont enregistrés au bilan à leur valeur nominale. Lorsqu'un risque probable de non-recouvrement, (partiel ou total), apparaît, des dépréciations sont constituées par dotation au compte de résultat en coût du risque.

Les encours de crédit sont classés en quatre catégories encours sains, encours restructurés, encours douteux et encours douteux compromis.

Afin de mesurer son degré d'exposition et les risques qui en découlent, l'établissement utilise le système de notation interne du groupe. Les encours sont regroupés en ensembles homogènes définissant la sensibilité à l'évolution du risque. En complément, l'établissement effectue également une approche en méthode standard reposant sur les notations externes, notamment pour le calcul de l'exigence en capital de la succursale.

2. Créances douteuses

En général, entrent dans la catégorie des encours douteux, les expositions porteuses d'un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins. Indépendamment de l'existence d'un impayé, des cas de dégradation de la situation financière de la contrepartie peuvent conduire à conclure sur l'existence d'un risque avéré justifiant son reclassement en encours douteux.

Lorsque les conditions de solvabilité du débiteur se dégradent et que le reclassement en encours sain n'est plus envisageable, la créance est spécifiquement classée en encours douteux compromis.

Les créances douteuses font, individuellement, l'objet d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable pouvant résulter de leur non-recouvrement total ou partiel.

Les intérêts sur les crédits sont comptabilisés en compte de résultat jusqu'à leur entrée dans une procédure contentieuse, date à partir de laquelle ils font l'objet d'un suivi extra-comptable. Les intérêts comptabilisés font l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation dans les mêmes conditions que les crédits auxquels ils se rattachent.

Par ailleurs, les intérêts échus et impayés depuis plus de 90 jours sont intégralement dépréciés.

3. Dépréciations et provisions pour risques

Risque de contrepartie sur crédits octroyés

Les créances douteuses

- L'évaluation des dépréciations est effectuée au regard des événements propres au débiteur et ses conditions de solvabilité en tenant compte des probabilités de recouvrement.
- Les dépréciations spécifiques sur les créances douteuses clientèle viennent en minoration des postes de l'actif auxquels elles se rattachent.
- Les dotations et les reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées en « coût du risque ».
- Les créances douteuses font l'objet d'une procédure de recouvrement qui implique notre département de gestion des risques assisté de conseils juridiques. Lorsqu'il est établi que le recouvrement ne sera plus possible ou que le coût de recouvrement sera supérieur à la somme recouvrée, le passage en perte est décidé par la direction générale. Les créances sont alors passées en pertes et les dépréciations y afférentes sont reprises.

Provisions collectives sur les créances saines et les engagements de hors bilan

- Nous portons une attention particulière à la mesure des risques de crédit et de contrepartie. Nous affinons régulièrement nos estimations et les provisions pour risques en fonction des éléments apportés à notre connaissance par les départements métiers mais également par les différents canaux d'information sur la santé financière de notre portefeuille. De ce fait, nous avons renforcé notre dispositif d'évaluation, de provisionnement et de dépréciation pour nous adapter au développement de nos activités de crédits en développement ces dernières années. L'application de cette méthode d'estimation du risque de crédit concerne un périmètre incluant également les opérations de hors-bilan et les opérations interbancaires. Par ailleurs, l'introduction de critères plus fins ont conduit à accroître les provisions sur les expositions de crédits lorsque les facteurs de risques augmentent (baisse de la notation interne, retards de paiement...). Les montants de provisions sont détaillés au point 3.8. Sans modifier sa politique de provisionnement, la succursale a néanmoins suivi avec attention les effets de l'augmentation des taux d'intérêts sur le portefeuille de crédit.
- A la clôture des comptes de l'exercice, nous avons procédé à un provisionnement collectif sur créances saines et engagement de hors bilan. Le provisionnement est estimé sur la base des risques potentiels au regard des catégories et des facteurs de risques propres à chacune des catégories d'exposition. Les calculs de provisionnement sont appliqués sur base statistique.
- Les provisions collectives de risque de crédit couvrent les engagements et les expositions sur les clients et contreparties. Ces provisions sont inscrites au passif (voir 3.8).
- Les dotations et les reprises de provisions pour risque de crédit et de contrepartie sont présentées en « coût du risque ».

Risque pays sur crédits octroyés

En fonction de l'analyse du risque pays, une provision pour risque peut également être constituée sur les expositions de la succursale qui ne font pas l'objet d'une dépréciation pour créances douteuses (voir 3.8).

2.6. Portefeuille titres. — Au 31/12/2025, le portefeuille titres est constitué de titres de placement (obligations d'états et obligations d'entreprises) qui répondent aux caractéristiques définies par le Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables. En complément, suite à des conversions de créances bancaires restructurées, la succursale peut être amenée à comptabiliser des titres de créances (obligations) ou de capital (actions) d'entreprise dans son portefeuille titres.

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix de revient y compris prorata de prime ou décote, en Euro pour les titres libellés en Euros.

Les titres de placement sont évalués, individuellement, à la clôture de l'exercice, au plus bas du coût d'acquisition ou de leur valeur estimée de réalisation. La valeur de marché est déterminée sur base externe, selon les cas, la cotation Reuters ou la moyenne mensuelle des cours de marché réglementé à la clôture de l'exercice.

Lorsque la valorisation au prix de marché fait apparaître une moins-value, elle est inscrite en dépréciation de l'actif. La variation de résultat est inscrite en « gains et pertes sur opérations du portefeuille de placement ».

Lorsque la valeur de marché est imparfaite et ne reflète pas correctement le risque de crédit, nous pouvons effectuer une estimation du risque de crédit et procéder à une provision spécifique. Constituée en tant que dépréciation pour risque elle est enregistrée à l'actif.

Lorsque des éléments d'informations relatifs à l'émetteur permettent d'identifier que la capacité de remboursement est fortement compromise et que celle-ci n'est pas reflétée dans la valeur de marché, l'évaluation de la situation peut conduire à constituer une provision pour dépréciation inscrite à l'actif en déduction du portefeuille titres.

2.7. Intérêts et commissions bancaires. — Les intérêts sont enregistrés au compte de résultat au prorata temporis de la durée des opérations. Les intérêts courus sont enregistrés en créances et dettes rattachées.

Les commissions sont enregistrées selon la nature des prestations de services fournies et selon des critères distincts (date d'exigibilité, date d'encaissement, prorata temporis).

Ainsi,

- Les commissions de tenue de compte facturées mensuellement, sont enregistrées à terme échu.
- Les commissions sur crédits documentaires facturées aux clients sont enregistrées à l'échéance du paiement pour les crédits exports et à l'ouverture de crédit pour les crédits imports.
- Les commissions d'engagement et de gestion sont comptabilisées à l'encaissement.
- Les commissions perçues ou versées sur les crédits syndiqués, relatives à des opérations sur les marchés secondaires, et qui par nature viennent rémunérer un risque de contrepartie, sont prises en compte au prorata temporis.
- En application du règlement ANC N°2014-07 article 2131-5, les commissions reçues sont étalées sur la durée de vie effective du crédit selon la méthode alternative.

2.8. Opérations libellées en devises. — Les créances, dettes et engagements libellés en devises sont évalués au cours de change officiel du marché au comptant à la clôture de l'exercice.

Conformément au règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, Livre II – Titre 5 – Chapitre 2 – Comptabilisation des contrats d'échange de taux d'intérêt ou de devises, les charges et les produits relatifs à des swaps de devise sont enregistrés lors de l'arrêté comptable de manière symétrique à la constatation des produits et des charges sur les opérations effectuées en sens inverse.

Cette symétrie est respectée en évaluant les contrats d'échange de devises selon leur valeur de marché et en évaluant les autres instruments financiers selon le prix de marché du jour le plus récent. Dans ce cas, les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre des contrats et des autres instruments, ainsi que les flux échus afférents à ces contrats, sont inscrites immédiatement en compte de résultat.

2.9. Charges fiscales et crédits d'impôts

— **Impôts courants** : Bank of China, Paris Branch a signé le 31 décembre 2022 une convention d'intégration fiscale avec sa succursale China Bridge. Chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôts dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale. Dans le cas de déficit constaté pour l'une des sociétés intégrées, la tête de groupe consolidé le résultat d'ensemble et applique les économies dans le calcul d'impôt sur les sociétés sur l'exercice courant. L'objectif de la nouvelle convention était l'application du dispositif de l'économie d'impôt, selon lequel la fraction de l'économie provenant des déficits et des moins-values nettes à long terme dégagés par la Société Intégrée lui sera réallouée au titre de chaque exercice. Dans l'hypothèse où les déficits de la Société Intégrée seraient utilisés partiellement par le groupe, seule la partie utilisée peut donner droit à réallocation de l'économie. En 2025, une charge d'IS a été constatée couvrant la période du mois de janvier à juin 2025 (Date de la TUP).

L'impôt sur les sociétés est calculé conformément aux dispositions fiscales :

- Le taux d'IS est de 25% (cf. Art 219 du CGI) sur les bénéfices
- Une contribution sociale sur les bénéfices égale à 3,3% de l'impôt sur les sociétés (déduction faite d'un abattement de 763K€)

En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes perçus des sociétés inclus dans le périmètre de l'intégration sont retranchés du résultat fiscal sous déduction d'une quote-part de frais et charges de 1%.

— **Crédits d'impôts** : Selon les activités de la banque et l'application des règles fiscales en vigueur, des crédits d'impôts sont appliqués en déduction des charges d'impôts de l'exercice.

— **Crédit d'impôt mécénat** : La banque participe sous diverses formes à des actions ponctuelles ou des partenariats culturels ou sportifs. Ces dons et versements sont, s'ils répondent aux critères fiscaux, susceptibles d'ouvrir un droit à réduction d'impôts.

— **Crédit d'impôt relatif à la retenue à la source (impôts étrangers)** : En vertu des conventions fiscales conclues avec des états étrangers pour éviter les doubles impositions, les impôts prélevés par ces états peuvent dans certaines limites et conditions donner lieu à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt sur les sociétés françaises.

— **TVA et Taxe sur les salaires** : Suite aux conclusions du contrôle fiscal de 2019, Bank of China Paris Branch a le droit d'appliquer la jurisprudence « Morgan Stanley » et trois coefficients afin de déterminer les droits à déduction de TVA, selon la nature d'activité. Cette méthodologie n'a pas été modifiée en 2025.

Suivant la même logique, les départements qui exercent une activité propre de la succursale française sont éligibles à la Taxe sur les salaires.

— **Données complémentaires** : Le 19 décembre 2024, Bank of China succursale de Paris a été notifiée par l'administration fiscale d'une vérification de notre comptabilité.

En 2025, un contrôle fiscal approfondi mené par la Direction nationale des vérifications de situations fiscales, couvrant l'ensemble des aspects, et en particulier les déclarations d'impôt sur les sociétés et de TVA pour la période du 1er janvier 2022 à avril 2024. Une réunion de clôture s'est tenue le 2 juillet 2025 avec la direction générale de la banque pour la présentation des points soulevés par le contrôleur et la présentation de son rapport.

Propositions de rectifications fiscales (exercice 2023) :

- Deux points ont été identifiés, donnant lieu à une rectification technique :
- Provision pour dépréciation de créances – prêts : Une déduction a été rejetée. Le prêt ayant déjà été partiellement remboursé et garanti, la provision résiduelle n'était plus justifiée au 31 décembre 2023.
- Provision pour dépréciation sur titres d'investissement : Une provision excessive avait été comptabilisée en raison d'une erreur dans le calcul de la valeur de marché par action.

La provision sur titres d'investissement avait déjà été ajustée dans les états financiers au 31/12/2024 et la provision sur prêts n'a aucun impact financier. La succursale restant en situation déficitaire fiscale malgré la rectification proposée, sans impôt supplémentaire à payer.

La succursale disposait d'un délai de 30 jours à compter de la réception du courrier du contrôleur (avec possibilité de prolongation unique) pour accepter ou contester les rectifications proposées. À défaut de réponse, celles-ci étaient réputées acceptées.

La documentation fiscale fournie étant pleinement conforme aux exigences de l'administration, celle-ci a validé le traitement de plusieurs provisions pour risques. Ces positions sont désormais sécurisées fiscalement et ne pourront plus être remises en cause lors de futurs contrôles, sauf élément nouveau.

Aucune conséquence financière n'a résulté de ce contrôle, notamment en termes d'intérêts de retard ou de pénalités.

3. – Notes sur le bilan.

ACTIF (En milliers d'Euros)	N	N-1	Variation	PASSIF (En milliers d'Euros)	N	N-1	Variation
	2025	2024			2025	2024	
Caisse, banque centrales, C.C.P.	1 429 937	866 290	65,06%	Banques centrales, C.C.P.			
Effets publics et valeurs assimilées				Dettes envers les établissements de crédit	3 024 201	2 561 459	18,07%
Créances sur les établissements de crédit	3 762 669	2 819 890	33,43%	Opérations avec la clientèle	4 733 097	4 689 644	0,93%
Opérations avec la clientèle	3 264 857	4 853 227	-32,73%	Dettes représentées par un titre	1 625 311	1 758 780	-7,59%
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 559 843	1 045 349	49,22%	Autres passifs	21 319	15 439	38,08%
Actions et autres titres à revenu variable				Comptes de régularisation	75 719	50 532	49,84%
Participations et autres titres détenus à long terme			0,00%	Comptes de négociation et de règlement			
Parts dans les entreprises liées		10	-100,00%	Provisions	44 650	74 938	-40,42%
Crédit-bail et location avec option d'achat				Dettes subordonnées	101 482	102 123	-0,63%
Location simple				Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	1 601	1 601	0,00%
Immobilisations incorporelles	775	851	-8,90%	Capitaux propres (hors FRBG)	493 933	389 009	26,97%
Immobilisations corporelles	7 209	7 297	-1,21%	Capital souscrit	268 633	268 633	0,00%
Capital souscrit non versé				Primes d'émission			
Actions propres				Réserves			
Comptes de négociation et de règlement				Ecart de réévaluation			
Autres actifs	21 290	5 453	290,46%	Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Comptes de régularisation	74 730	45 158	65,49%	Report à nouveau	120 377	72 653	65,69%
				Résultat de l'exercice	104 924	47 723	119,86%
Total Actif	10 121 311	9 643 526	4,95%	Total Passif	10 121 311	9 643 526	4,95%

3.1. Créances et dettes avec les établissements de crédit et la clientèle ;

a) Etat des créances (en milliers d'Euros)

A1. Caisse, banques centrales :

Opérations de trésorerie	31/12/2024	31/12/2025	variation	% variation
Caisse, Banque centrales	866 290	1 429 937	563 647	65,06%
Créances rattachées				n.a
Total	866 290	1 429 937	563 647	65,06%

A2. Créances sur les établissements de crédit :

A21. Ventilation par nature :

Opérations interbancaires	31/12/2024	31/12/2025	variation	% variation
A vue	509 767	236 240	-273 526	-53,66%
Prêt jour le jour			0	n.a
Prêt à terme	2 310 123	3 526 429	1 216 305	52,65%
Total	2 819 890	3 762 669	942 779	33,43%
<i>Dont commissions (CRC 2009-03)</i>			0	0,00%
<i>Dont créances rattachées</i>	10 623	7 159	-3 464	-32,61%

A22. Ventilation selon la durée restant à courir (hors créances rattachées et commissions) :

Nature	à vue	<=1M	<=3M	<=6M	<=1an	<= 5ans	>5 ans	TOTAL
Opérations de trésorerie - comptes et prêts à terme	236 240	838 550	1 625 498	0	314 041	341 180	400 000	3 755 510

A3. OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE**A31 ventilation par nature**

Opérations de la clientèle	31/12/2024	31/12/2025	Variation	% Variation
Créances commerciales			0	n.a
Autres concours	4 853 227	3 264 857	-1 588 370	-32,73%
Comptes ordinaires	0			n.a
Total	4 853 227	3 264 857	-1 588 370	-32,73%
<i>Dont dépréciation sur douteux</i>	<i>-149 311</i>	<i>-138 641</i>	<i>10 671</i>	<i>-7,15%</i>
<i>Dont commissions (CRC 2009-03)</i>	<i>-21 085</i>	<i>-13 466</i>	<i>7 619</i>	<i>-36,14%</i>
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>33 621</i>	<i>17 139</i>	<i>-16 482</i>	<i>-49,02%</i>

En application du règlement ANC N°2014-07 article 2131-5, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction à recevoir qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné. En revanche, les commissions constatées d'avance sont présentées en déduction de l'encours.

A32. Ventilation selon la durée restant à courir (créances brutes hors créances rattachées et commissions) :

Nature	à vue	<=1M	<=3M	<=6M	<=1an	<=5 ans	>5 ans	TOTAL
Concours à la clientèle	234	142	3 494	1 945	30 000	1 149 887	2 214 121	3 399 824

A33. Répartition des crédits par risques selon règlement 2002-03 :

Opérations avec la clientèle	Encours au 31/12/2024	Encours au 31/12/2025	créances saines	créances restructurées	créances douteuses	créances douteuses compromises	Provisions
Administrations	967 289	251 568	251 568				
Grandes entreprises	4 008 262	3 141 039	2 887 706		253 332		138 641
Petites & moyennes entreprises	8 841	1 044	1 044		0		0
Particuliers	5 610	6 173	6 173				
Total	4 990 002	3 399 824	3 146 492	0	253 332	0	138 641

B) Etat des dettes (en milliers d'euros) :**B1. Dettes sur les établissements de crédit :****B11. Ventilation par nature :**

Opérations de trésorerie	31/12/2025	31/12/2025	variation	% variation
A vue	213 348	207 931	-5 418	-2,54%
Emprunt au jour le jour				n.a.
Emprunts à terme	2 348 111	2 816 270	468 159	19,94%
Total	2 561 459	3 024 201	462 742	18,07%
<i>Dont dettes rattachées</i>	<i>22 620</i>	<i>10 808</i>	<i>-11 812</i>	<i>-52,22%</i>

B12. Ventilation selon la durée restant à courir (hors dettes rattachées) :

Nature	à vue	<=1M	<=3M	<=6M	<=1 an	<=5 ans	>5 ans	TOTAL
Opérations de trésorerie - comptes et emprunts à terme	207 931	670 316	312 339	746 344	92 059	984 403	0	3 013 393

B2. Operations avec la clientèle :**B21. Ventilation par nature :**

Opérations de la clientèle	31/12/2024	12/31/2025	Variation	% variation
Comptes d'épargne à régime spécial	4 172	3 942	-230	-5,52%
- à vue	4 172	3 942	-230	-5,52%
- à terme			0	na
Autres dettes	4 685 471	4 729 155	43 684	0,93%
- à vue	1 566 816	1 409 560	-157 256	-10,04%
- à terme	3 118 656	3 319 595	200 939	6,44%
Total	4 689 644	4 733 097	43 453	0,93%
<i>Dont dettes rattachées</i>	<i>20 886</i>	<i>14 491</i>	<i>-6 395</i>	<i>-30,62%</i>

B22. Ventilation selon la durée restant à courir (hors dettes rattachées) :

Nature	à vue	<=1M	<=3M	<=6M	<=1an	<=5 ans	>5 ans	TOTAL
Comptes de la clientèle	1 305 753	1 049 545	6 020	880 803	113 531	184 936	1 178 017	4 718 606

C) Etat des opérations effectuées avec le groupe Bank of China (en milliers d'euros) :

Nature	Montant 2024	Montant 2025
BILAN :		
Prêts à terme de financement		
- succursales et siège	2 137 006	2 903 960
- filiales		
- filiales non bancaires	7 600	
Emprunts à terme de financement		
- succursales et siège	1 394 050	2 028 382
- filiales		
- emprunt subordonné	100 000	100 000
HORS BILAN :		
Engagements de garanties données	65 337	46 436
Engagement de garanties reçues	4 254 775	3 163 018
Engagements de financement reçus	850 000	850 000
- Liquidité	800 000	800 000
- Emprunt subordonné (Tableau 3.9)	50 000	50 000

3.2. Etat des créances douteuses (en milliers d'Euros)**a) Etat des créances douteuses (en milliers d'Euros) :**

Montant en capital restant dû	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Ajustement variation cours	31/12/2025
Montant en capital restant dû	269 827	0	16 495	0	253 332
Montant en intérêts	0	0	0	0	0
Total	269 827	0	16 495	0	253 332
<i>Dont pertes sur créances irrécouvrables couvertes par dépréciation</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Dont pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par dépréciation</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

Au cours de l'exercice 2025, les opérations de crédit classées en douteux ont été stabilisées.
Compte tenu du contexte, les provisions ont été estimées au mieux de la connaissance de la banque à la date d'arrêté.

b) Dépréciations des créances clients à l'actif (en milliers d'Euros) :

Comptes	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
Dépréciation sur créances douteuses	149 311	5 114	15 784	138 641
Dépréciation sur intérêts des créances douteuses	0		0	0
Total	149 311	5 114	15 784	138 641

3.3. Operations sur titres (en milliers d'Euros) :**a) Titres de placement (réf. A41)**

Tableau des variations 2024-2025 des portefeuilles Titres :

Nature	Prix nominal		Prix d'acquisition		Moins-values latentes au 31/12		plus-values latentes au 31/12		Valeur au bilan	
	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025
TITRES DE PLACEMENT :										
Euros										
- Actions EMEIS (ex ORPEA)	215 188	215 188	215 188	215 188	195 830	166 928		0	19 357	48 259
- Obligations à taux fixes	1 038 000	1 439 500	1 041 102	1 433 092	20 496	11 817	1 560	959	1 020 606	1 422 234
- Obligations à taux fixes "crédits restructurés"	7 937	7 937	7 937	7 937	7 937	7 937				
- Titres de créances "crédits restructurés"	66 254	66 254	66 254	66 254	66 254	66 254				
CNY (Taux : 0,122099) :										
- Certificats de dépôt négociables		73 259		72 997				7		73 004
TOTAL	1 327 378	1 802 138	1 330 481	1 795 467	290 517	252 936	1 560	966	1 039 964	1 543 498
Créances rattachées									5 385	17 312
Total au bilan									1 045 349	1 560 810

Les titres sont valorisés aux prix du marché. L'inscription au bilan se fait au plus bas du coût d'acquisition ou de la valeur de marché. Lorsque la valorisation du marché apparaît imparfaite et ne reflétant pas le risque, une provision pour risque complémentaire est effectuée (voir 3.8).

Notre portefeuille est constitué d'une part, de titres obligataires (HQLA) dans le but de répondre aux exigences des ratios de liquidité. Compte tenu de la hausse des taux, au 31/12/2025, la valorisation de ces titres fait apparaître une provision pour dépréciation du portefeuille obligataire pour un montant de 11,8 M€ comparé à 20,4 M€ en 2024, soit une amélioration de 8,6 M€.

D'autre part, un crédit entreprise a été converti en obligation en septembre 2017 et transféré dans le portefeuille titres. Cette obligation a fait l'objet d'une nouvelle restructuration en décembre 2021. En 2025, la provision à 100% affiche un solde à la clôture d'un montant de 74,19 M€.

Les titres EMEIS (ex ORPEA) relatifs à la dette convertie en titres figurent dans la liste des titres de placement pour un nominal de 215,19 M€. Au titre de l'année 2025, une dépréciation sur ce titre a été revalorisée pour un montant de 166,93 M€ selon les méthodes comptables en vigueur. La valeur au bilan au 31/12/2025 est de 48,26 M€. Le nombre de titres est de 3 578 527.

En 2025, la banque a investi dans des certificats de dépôts négociables en Renminbi (CNY) pour la somme de 600 M¥. Ces titres ont enregistré une plus-value de 7,1 K€.

b) Dettes représentées par un titre (Passif réf. B25)

Au 31 décembre 2025, l'encours des émissions de dettes sous forme de titres est d'un montant de 1 625 311 K€. Cet encours est composé de titres de créances négociables dans le cadre des programmes approuvés par la Banque de France et du programme GREEN Bonds.

— **Titres de créances négociables CP/MTN** : Au 31 décembre 2025, le montant des émissions en cours s'élève à 1 367 631 K€.

Ventilation selon la durée restant à courir (hors dettes rattachées) :

Nature	<=1M	<=3M	<=6M	<=1an	<=5 ans	>5 ans	TOTAL
Titres de créances négociables	919 359	448 272					1 367 631

— **EMTN / Green Bonds / Blue Bonds**: En Novembre 2022, la succursale a émis 400 000 KUSD de « Harmonie Bond » dans le segment financement durable du groupe Bank of China, celle-ci est arrivée à échéance en 11/2025 et n'a pas été remplacée.

En Octobre 2024, la succursale a émis 300 000 KUSD de « Green Bond » dans le segment financement durable du groupe Bank of China, celle-ci arrive à échéance en 10/2027.

L'encours de dettes obligataires sous forme EMTN au 31 décembre 2025 s'élève à 255 855 K€.

Le montant des dettes rattachées pour les Bonds est de 2 072 K€. Les frais d'émission s'élèvent à 277 K€.

Nature	Code ISIN	Devise	Montant	Date émission	Date de Maturité
GREEN BOND	XS2925900081	USD	300 000 K	29/10/2024	29/10/2027

Répartition par durée résiduelle en contrevaletur EUR :

Nature	<=1M	<=3M	<=6M	<=1an	<=5 ans	>5 ans	Total
GREEN BOND					255 885		255 885
Total					255 885		255 885

c) Participation

– Participations (Actif) :
Pas de participations enregistrées dans les livres de la banque.

– Parts dans les entreprises liées (Actif) :
La participation détenue par BOC Paris dans la société « China Bridge » et toute les actifs et passifs de la société précitée ont fait en Mai 2025 l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) au profit de l'associé unique.

3.4. Détail des comptes de régularisation et autres actifs et passifs (en milliers d'Euros)**a) Comptes de régularisation****a. Actif (réf. A72)**

Comptes	2024	2025
Comptes de régularisation divers (ajustement de devises)	41 953	72 986
Valeur à l'encaissement : compensation	0	5
Produits à recevoir sur swap de taux	0	0
Excédent acomptes sur taxes	0	0
Autres produits à recevoir	1 934	1 362
Charges constatées d'avance	1 272	378
Total	45 158	74 730

b. Passif (réf. B32) :

Comptes	2024	2025
Comptes de régularisation divers (ajustement de devises)	38 133	47 956
Comptes d'encaissements	4 819	202
Charges à payer : swaps de taux		
Comptes d'étalement IFT		
Autres charges à payer	3 218	1 886
Produits constatés d'avance	4 362	25 675
Total	50 532	75 719

En application du ANC N°2014-07 article 2131-5, les produits à recevoir et produits constatés d'avance relatifs aux commissions relevant du ANC N°2014-07 article 2131-5 ont été reclassés à l'actif avec les opérations de crédits à la clientèle.

B) Autres comptes d'actif – Passif :**a. Autres actifs (réf. a71) :**

Comptes	2024	2025
Dépôts de garantie	3 226	5 562
Comptes relatifs aux opérations sur titres		
Débiteurs divers	2 227	15 728
- dont Compte Courant Intégration Fiscale China Bridge	189	
- dont impôts sur les sociétés : acomptes	31	14 047
Total	5 453	21 290

b. Autres passifs (réf. B31) :

Comptes	2024	2025
Autres dépôts de garanties reçus	1	1
Primes sur instruments conditionnels		
Charges sociales, congés payés, participation des salariés	10 301	8 174
Rétrocessions apporteurs d'affaires		
Dettes fournisseurs	115	0
Dettes fiscales sur opérations clientèles	164	21
Autres impôts et taxes	4 859	13 123
- dont impôts sur les sociétés	4 148	11 480
- dont impôts sur le Pillier II	711	1 643
Total	15 439	21 319

Les montants d'impôts sur les sociétés sont présentés en net des acomptes versés.

3.5. Immobilisations (en milliers d'Euros)**— Immobilisations corporelles (en milliers d'Euros) :**

Nature	valeur brute début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur brute fin d'exercice
Terrains				
Constructions	10 670			10 670
Agencements	7 889	60	6	7 943
Mobiliers	449	6	2	453
Matériels informatiques	2 804	892	180	3 516
Matériels de transport	218		74	145
Matériels de bureaux	548		14	534
En cours	253	180	432	
Total	22 831	1 138	708	23 260

b) Immobilisations incorporelles (en milliers d'Euros) :

Nature	valeur brute début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur brute fin d'exercice
Matériels informatiques				
- logiciels	5 307	88		5 395
En cours	260	253	81	431
Total	5 567	340	81	5 826

c) Amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles (en milliers d'Euros) :

Immobilisations amortissables	Amortissements au début de l'exercice	Augmentation : dotations de l'exercice	Diminution : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif & reprises	Amortissements à la fin de l'exercice
Terrains				
Constructions	4 099	267	0	4 365
Agencements	7 773	46	6	7 814
Mobiliers	352	17	2	366
Matériels informatiques	2 603	254	0	2 857
Matériels de transport	218	0	74	145
Matériels de bureaux	488	29	14	504
En cours	0	0	0	0
Total	15 533	613	96	16 050

d) Amortissements et dépréciation des immobilisations incorporelles (en milliers d'Euros) :

Immobilisations amortissables	Amortissements au début de l'exercice	Augmentation : dotations de l'exercice	Diminution : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif & reprises	Amortissements à la fin de l'exercice
Matériel informatique				0
- Logiciel	4 716	337	0	5 052
Total	4 716	337	0	5 052

3.6. Capitaux propres et réservés (en milliers d'Euros) :

Les capitaux propres affectés à la succursale, se décomposent comme suit :

Capitaux propres	2021	2022	2023	2024	2025
Capital	268 633	268 633	268 633	268 633	268 633
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	1 601	1 601	1 601	1 601	1 601
Report à nouveau	307 051	297 219	144 216	72 653	120 377
Résultat	-9 832	-153 003	-71 563	47 723	104 924
Total des capitaux propres	567 453	414 450	342 887	390 611	495 534

Pour mener ses activités en France et respecter les ratios réglementaires sur la solvabilité et la liquidité, conformément au règlement CRB n°92-14 du 23 déc. 1992 modifié par l'arrêté du 23/12/2013, notre succursale a fait l'objet d'une dotation en fonds propres. Cette dotation est enregistrée en capital versé. En mars 2016, la succursale a obtenu une augmentation de sa dotation pour 150 millions d'Euros, portant le total à 268 633K€. En 2025, le résultat de 2024 a fait l'objet d'une affectation au report à nouveau, portant son montant à 120 377 K€.

3.7. Fonds pour risques bancaires généraux. — La succursale de BANK OF CHINA dispose d'un Fonds pour Risques Bancaires Généraux affecté à la couverture des risques inhérents aux opérations bancaires. En 2025, il est d'un montant de 1 601 K€. €. Ce montant demeure inchangé par rapport à l'exercice précédent.

3.8. Provisions (en milliers d'euros) (réf. B41) :

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Reprises utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Engagements de retraite	430	4	0	0	434
Risque pays	1 809	7 100	0	0	8 909
Risque crédit	70 916	602	37 657	0	33 862
sur crédit clientèle	66 335	0	37 657	0	28 678
sur engagement hors bilan	4 368	262	0	0	4 630
sur opérations interbancaires	202	49		0	250
sur émetteur de titres	12	291	0	0	303
Autres risques et charges	1 783	0	337		1 445
Total	74 938	7 706	37 994	0	44 650

— **Engagements de retraite :** Les engagements de retraite sont représentés par la provision pour indemnités de départ en retraite qui a été portée à 434 K€, soit une augmentation de provision d'un montant de 4 K€ par rapport au 31/12/2024 (complément d'information au 7.3).

— **Provision pour risques pays :** En raison de l'augmentation de l'encours des prêts en fin d'année, l'analyse des encours par pays à la fin de l'exercice a conduit l'établissement à réviser sa provision à 8 909 K€ au 31/12/2025, soit une hausse 7 100 K€ par rapport à 2024.

Les encours retenus dans le calcul de la provision pour risques pays sont compensés par des garanties reçues du groupe Bank of China d'une part et excluent l'ensemble des expositions sur les filiales d'établissements bancaires de pays membres de l'O.C.D.E et des établissements du groupe Bank of China d'autre part.

En 2021, Bank of China Paris Branch a modifié sa méthode de calcul des provisions pour risque pays basée pour les expositions sur des véhicules de financement (SPV). L'analyse du risque pays nécessite l'identification de la localisation du bien ou de l'exploitation bénéficiant du financement. Dans ce cas le risque pays n'est pas nécessairement le lieu d'enregistrement du SPV. En 2025, la même méthode a été utilisée.

— **Provision pour risques de crédit :** Au cours de l'exercice, nous avons renforcé notre analyse du risque de crédit et affiné nos calculs de provisions. La provision collective au titre du risque de crédit a fait l'objet d'une variation globale négative de -37 054 K€ pour atteindre 33 862 K€. La politique de provisionnement collectif adoptée en 2018 a pleinement été appliquée au cours de cet exercice en prêtant une attention particulière aux effets de la baisse des taux dans le secteur bancaire. Des précisions sur la méthode sont indiquées au 2.4-3. L'application de cette estimation du risque de crédit a concerné l'ensemble du périmètre d'exposition incluant également les opérations de hors-bilan.

Lorsque le risque de crédit fait l'objet d'une provision individuelle, la dépréciation est enregistrée à l'actif. En ce qui concerne le risque de crédit sur titres, il est majoritairement constaté sous forme de dépréciation à l'actif.

— **Risque fiscal et Autres provisions pour risques et charges :** Les provisions pour risque fiscal ont toutes été reprises. Les conclusions du dernier contrôle fiscal ont donné lieu à un accord de méthode relatif à la TVA et aux taxes sur les salaires.

Les provisions pour autres risques ont été portées à 1 445 K€, soit une baisse de 337 K€ sur 2025 pour les différents litiges ou risques évalués par la succursale.

3.9. Dettes subordonnées (en milliers d'euros). — Au 31 décembre 2025, le montant de la dette subordonnée accordée par le siège de Bank of China Limited à Pékin est de 150 M€ dont 100 M€ ont été tirés. La dette rattachée à cet emprunt à la clôture de l'exercice s'élève à 1 482 K€.

²	Nature des dettes subordonnées	Devise	Montant de l'engagement converti en euros hors dettes rattachées	Montant utilisé au 31/12/2025
30/07/2020	Un emprunt subordonné à durée déterminée de 10 ans a été contracté en date du 30/07/2020 avec le siège.	EUR	150 000	100 000
31/12/2025	Dettes rattachées taux d'intérêt : Euribor 6 mois + 134 BP	EUR		1 482
			150 000	101 482

4. – Créances et dettes rattachées
(En milliers d'Euros)

2025	Créances	Dettes
Opérations de trésorerie et interbancaires	22 172	24 340
Opérations avec la clientèle	17 372	14 491
Opérations sur titres et divers	17 312	0
Opérations sur dettes subordonnées		1 482
Total	56 856	40 312

5. – Notes sur le hors bilan
(En milliers d'Euros)

5.1. Operations de change et dérivés de taux :

NATURE	2024	2025
Opérations en devises, Instruments financiers à terme		
prêt en devises (délai de dénouement)		
emprunt en devises (délai de dénouement)		
Change au comptant		
Achat	829	755
Vente	829	754
Change à terme		
Achat	1 794 806	1 093 804
Vente	1 794 951	1 096 178
NDF Change à terme non livrable		
Achat	0	0
Vente	0	0
Swap de devises		
Achat	1 377 146	1 070 525
Vente	1 376 715	1 067 394
Cross Currency swap		
Achat	276 956	381 085
Vente	276 956	381 085
Swaps de taux	85 085	80 489

5.2. Engagement de hors bilan :

NATURE	2024	2025
Engagements donnés :		
Engagement de financement	2 547 809	2 672 921
ouvertures crédits documentaires	30 452	2 566
autres ouvertures crédits	2 203 945	2 548 668
Acceptations de payer	313 413	121 687
Engagement de garantie	1 904 151	657 889
Etablissement de crédits	1 106 752	3 898
Clientèle	797 399	653 991
Engagement sur Titres		
Titres nantis pour opérations politique monétaires TLTRO		
Engagements reçus :		
Engagement de financement	850 000	850 000
Siège Bank of China	850 000	850 000
- Liquidité	800 000	800 000
- Emprunt subordonné (Tableau 3.9)	50 000	50 000
Engagement de garantie	4 254 775	3 163 018
Clientèle non financière	4 254 775	3 163 018

6. – Notes sur le compte de résultat.
(En milliers d'Euros)

6.1. Charges et produits d'intérêts :

Comptes	31/12/2024	31/12/2025	variation 2024/2025	%
Intérêts et produits assimilés	473 896	334 850	-139 046	-29%
Intérêts et charges assimilées	-374 828	-257 500	117 328	-31%
Revenus des titres à revenus variables	9		-9	-100%
Commissions (produits)	5 406	4 591	-815	-15%
Commissions (charges)	-5 692	-5 666	26	0%
Gains et pertes sur opérations portefeuille de négociation	33	11 380	11 347	34754%
Gains et pertes sur opérations portefeuille de placement	-10 570	37 581	48 151	-456%
Autres produits d'exploitation bancaires	1 015	1 223	208	20%
Autres charges d'exploitation bancaires	-16 581	-198	16 383	-99%
Produit net bancaire	72 689	126 261	53 572	74%
Frais généraux (y compris frais de siège)	-37 432	-36 031	1 401	-4%
Dotations aux amortissements	-1 227	-1 058	169	-14%
Intéressement et participation				N.a
Résultat brut d'exploitation	34 030	89 172	55 142	162%
Dotations nettes sur risques clients, pays, et divers	18 805	32 138	13 333	71%
Reprises nette au FRBG				n.a
Résultat d'exploitation	52 834	121 310	68 475	130%
Gain ou perte sur actifs immobilisés		-7 387	-7 387	
Résultat courant avant impôt	52 834	113 923	61 088	116%
Résultat exceptionnel (y compris cessions immobilisations)	-33	-34	-2	5%
Impôts sur les bénéfices	-5 079	-8 964	-3 885	77%
Résultat net	47 723	104 924	57 201	120%

6.2. Intérêts :

Nature	2024		2025	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Intérêts sur comptes, prêts et emprunts à terme	93 004	122 987	81 874	106 572
Intérêts sur opérations avec la clientèle	216 052	326 262	122 212	190 736
- dont intérêts sur comptes et livrets ordinaires	14 624	38 214	16 050	
- dont intérêts sur comptes à terme	87 818		106 163	
- dont intérêts sur créances commerciales		1 512		82,68
- dont intérêts sur crédits à l'exportation		511		
- dont intérêts sur crédits à l'habitat		235		194
- dont intérêts sur crédits de trésorerie		285 790		190 460
Intérêts sur titres de placement et de créances négociables	52 005	10 498	46 614	19 318
Produits et Charges divers d'intérêts	702	863	1 060	1 912
Produits sur engagements de financement en faveur de la clientèle		14 852		16 311
Intérêts sur dépôts de garantie	14 629		5 740	
Total	376 393	475 461	257 500	334 850
Net		99 068		77 350

6.3. Commissions :

Nature	2024		2025	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations effectuées avec des établissements de crédit	562		416	
Opérations effectuées avec la clientèle	3 639	1 320	3 510	262
Opérations sur titres			35	
Opérations de change				
Opérations de hors-bilan	0	3 312	0	3 042
- sur engagements de financement		0		0
- sur engagement de garantie		3 312		3 042
- sur instruments financiers à terme				
Opérations sur prestations de services financiers	1 491	774	1 740	1 321
Total	5 692	5 406	5 701	4 626
Net		-286		-1 075

Les commissions relevant du « ANC N°2014-07 article 2131-5 » sont présentées en intérêts assimilés. Les commissions nettes de l'exercice présentent un solde négatif de -1 075 K€.

6.4. Coût du risque :

Nature	2024	2025
Risque de crédit et contrepartie	19 259	39 660
Risque pays	-204	-7 100
Risque fiscal		
Risque sur valorisation titres	0	0
Engagement sociaux	-5	-4
Autres risques et charges	-246	-419
Coût du risque	18 805	32 138

6.5. Charges de personnel :

COMPTES	2024	2025
Salaires et traitements	16 189	15 718
Charges sociales	7 405	6 997
- Dont charges de retraite	872	974
Participation de salariés	120	0
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	728	712
Total	24 443	23 427

6.6. Résultat exceptionnel (en milliers d'Euros) :

NATURE	2024	2025
Produits exceptionnels		
Gains sur cessions immobilisations	1	14
Divers produits exceptionnels	27	21
Total	28	35
Charges exceptionnelles		
Amendes	0	0
Impôts et taxes, organismes sociaux	-48	0
Pénalités	-12	0
Autres	0	-69
Total	-60	-69
Net	-33	-34

Les charges et produits exceptionnels regroupent les événements qui ne se rapportent pas à la gestion courante de la société. Par conséquent les éléments suivants sont inscrits dans cette catégorie : les pénalités, amendes ou taxes relatives à des exercices antérieurs, les produits ou pertes sur cessions d'immobilisations et les résultats des éventuels litiges. Pour la récupération de la TVA au sein des succursales d'établissements étrangers, qui implique l'utilisation de prorata différenciés selon l'affectation des dépenses, nous nous sommes accordés avec l'administration depuis 2019 sur la méthode applicable pour Bank of China Paris Branch en matière de TVA (3 prorata) et de taxes sur salaires.

7. – Autres informations

7.1. Situation fiscale. — La situation fiscale 2025, fait apparaître un résultat courant avant impôts sur les bénéfices d'un montant de 113 922 K€, auquel s'ajoute un résultat exceptionnel de -34 K€. Le montant des impôts sur les sociétés versé est de 8 964 K€ dont 931 K€ pour les impôts relatifs au Pillier II.

7.2. Les effectifs de la banque de chine et sa répartition par catégorie socio-professionnelle :

Année	Techniciens des métiers de la banque	Cadres	Total
2021	70	143	213
2022	71	143	214
2023	76	144	220
2024	76	136	212
2025	62	153	215

Au 31/12/2025, les effectifs équivalents temps pleins sont de 215.

7.3. Engagements sociaux**a) Pour départ à la retraite :**

Dans le cadre de la convention collective de la banque (art.31), la banque verse une indemnité de départ à la retraite en fonction de l'ancienneté du salarié. Les engagements sociaux représentés par les indemnités de départ à la retraite s'élèvent à 434 K€. Ils ont été provisionnés au 31/12/2025. Le calcul des indemnités de départ résulte de l'application de la convention collective des banques et des hypothèses statistiques de mortalité et de présence à l'âge de départ en fonction de l'âge actuel des salariés. (Age moyen de départ : 63 ans - Taux moyen de revalorisation des salaires : 2,50% - Taux d'actualisation : 4,50%).

7.4. Honoraires CAC (en Euros). — Le collège des commissaires aux comptes est composé de : Ernst & Young Audit et de Talenz Alteis Audit.

Le mandat en cours du cabinet Talenz Alteis Audit a démarré en 2022 pour une période de six ans et se termine en 2027.

Le mandat d'Ernst & Young a démarré en 2024 (inclus) pour une période de quatre ans et se termine en 2027 également.

Conformément à leur lettre de mission, les honoraires de nos commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2025 sont de 176 938€ HT selon la répartition suivante :

Nature	2025			
	Ernst & Young Audit (EY)		Talenx Alteis Audit	
	Montant	%	Montant	%
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels	100 000	56,52%	76 938	43,48%

XIAO Lijun
Directeur Général
Bank of China Limited, Paris Branch.

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2025.)

Au Directeur Général de Bank of China Limited, succursale de Paris,

Opinion. — En exécution de la mission que vous nous avez confiée conformément à l'article L. 511-38 du Code monétaire et financier, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Bank of China Limited, succursale de Paris, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la succursale à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation. — Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 « Présentation des états financiers » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de nouveaux règlements.

Justification des appréciations. — En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des provisions pour risque de crédit. — Pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités, votre succursale comptabilise des dépréciations sur créances douteuses. Par ailleurs, votre succursale constate, au passif de son bilan, des provisions collectives sur les créances saines et les engagements de hors bilan.

Nous avons examiné le dispositif mis en place par la direction pour identifier et évaluer le risque de crédit ainsi que pour déterminer le montant des dépréciations et provisions qu'elle estime nécessaires, et nous avons vérifié que les estimations comptables qui en résultent s'appuient sur des méthodes documentées conformément aux principes décrits dans la note 2.5 de l'annexe des comptes annuels.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directeur général de la succursale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la succursale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la succursale ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directeur général de la succursale.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre succursale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la succursale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Paris-La Défense, le 29 mai 2026.

Les Commissaires aux Comptes :

TALENZ Alteis Audit :

Christophe CHARETON,

ERNST & Young Audit :

Matthieu PRÉCHOUX.